

Miser sur des interventions efficaces pour améliorer la prévention

Laetitia Gouffé-Benadiba, chargée d'études scientifiques en santé publique,

Pierre Arwidson, directeur adjoint, Direction de la prévention et de la promotion de la santé,

Valérie Henry, chargée de projets et d'expertises scientifiques en santé publique, Direction des régions, Santé publique France.

Composante de la santé publique, la prévention se concrétise par la mise en œuvre d'actions de terrain auprès des populations dans l'objectif de maintenir un bon état de santé et de promouvoir des comportements favorables à la santé. Elle doit être considérée aussi sérieusement que les soins. En effet, tout comme ces derniers, les interventions en prévention peuvent être efficaces, inefficaces ou avoir des effets contraires à ceux attendus.

Contrairement au champ du médicament et des produits de santé, la prévention ne bénéficie d'aucune autorisation de mise sur le marché. Ses actions reposent encore trop souvent sur la croyance en une efficacité intrinsèque, portée par la bénévole et par la mobilisation des acteurs. Or en la matière, les bonnes intentions ne suffisent pas. L'utilisation d'un patrimoine scientifique riche et le recours à des interventions évaluées permettraient d'y remédier.

Mettre la connaissance scientifique à portée de tous

C'est ce qu'entend montrer ce dossier de *La Santé en action*. ReperPrev, est le registre national des interventions en prévention et promotion de la santé porté par Santé publique France¹. Il met à disposition de tous des interventions prometteuses et efficaces, car déjà évaluées, en France ou à l'international. Le Centre de ressources et de preuves dédié à la prévention de la perte de l'autonomie

des personnes âgées, piloté par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), s'inscrit dans la même démarche : celle d'une prévention fondée sur les preuves. Même si les études ne permettent pas de documenter l'efficacité d'une action de prévention, il est nécessaire de le faire savoir pour permettre aux financeurs et aux porteurs de projets de faire des choix éclairés.

Des repères pour clarifier ce qu'est l'évaluation scientifique de l'efficacité des interventions sont rappelés dans ce numéro. En effet, comme l'a souligné l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans le rapport *La Prise en compte des preuves scientifiques dans les actions de prévention et de promotion de la santé*, paru en 2024, le terme « évaluation » désigne dans les faits des approches de nature très différente. Un article met également en lumière l'importance de l'évaluation économique. L'étude portant sur le retour sur investissement du programme *Unplugged*, qui vise à développer les compétences psychosociales des élèves pour prévenir les addictions, en est un exemple concret.

Sur le terrain, l'évaluation est menée, dans l'idéal et dès que c'est possible, par une équipe de recherche indépendante des acteurs qui déploient l'intervention. Or, l'évaluation est encore souvent perçue comme une étape chronophage, nécessitant des ressources et dont la temporalité d'exécution serait incompatible avec la mise en œuvre d'une stratégie de santé publique. Les témoignages de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARS Paca) et de structures de terrain sont particulièrement éclairants sur ce point. Par conséquent, quelle est la valeur ajoutée de l'évaluation ? Et comment se saisir de ces preuves et les utiliser ? L'Agence nouvelles des solidarités actives (Ansa), en lien avec d'autres acteurs, apporte des réponses concrètes à cet enjeu.

Il serait toutefois illusoire de considérer que toutes les actions de

prévention peuvent être évaluées, il est donc essentiel de hiérarchiser des interventions reconnues efficaces ou susceptibles de l'être, car prometteuses.

Assurer un suivi sur les moyen et long termes

Les difficultés relevées par les préveteurs et par les décideurs sont nombreuses et le défi d'un programme réussi est constant. La dissémination d'actions efficaces ne peut reposer que sur des structures solides qui assurent et监控 la qualité de leur déploiement dans le temps, en veillant à ce que les composantes essentielles de l'intervention (objectif principal, population-cible, milieu, rythme, etc.) soient respectées. C'est ce qui a été fait pour *Unplugged*, comme le relate un article du dossier. À défaut, il y a un risque d'être inefficace, voire de produire des effets délétères.

L'impact d'interventions sur les changements de comportement en population se mesure majoritairement par un suivi construit sur les moyen et long termes. Pour cela, il est nécessaire d'appuyer les structures de terrain qui œuvrent en ce sens, de valoriser les équipes de recherche et les formations à l'évaluation de la prévention.

Une prévention efficace et efficiente doit être recherchée dans tous les domaines, car ceux-ci sont interdépendants. Ainsi, l'urbanisme, l'accès à une alimentation saine, à l'activité physique, aux soins ou encore à l'éducation doivent contribuer à améliorer la santé des populations, y compris les plus fragiles. En France, la dynamique d'une prévention fondée sur les preuves scientifiques existe. En attestent les travaux issus des sciences comportementales présentés dans ce numéro, à l'instar de la prévention des violences faites aux femmes au sein du couple. ■

1. En ligne : <https://reperprev.santepubliquefrance.fr>